

# AVANT-PROPOS

## LE DÉVELOPPEMENT DURABLE, UN DÉFI DÉMOCRATIQUE

par Vincent Berthet\*

21-23 Février 2002 : autour du thème "L'éthique, maillon manquant du développement durable ?", le Forum "Dialogues pour la Terre" est organisé à Lyon par Green Cross International <sup>2</sup>, et par la Communauté Urbaine et la Ville de Lyon, avec l'association des anciens ministres des Affaires étrangères. Au nom de quoi peut-il être affirmé que ce Forum, dont ce document "Livre blanc" est le prolongement direct, représente une avancée, bien sûr à poursuivre, pour la dynamique du développement durable ?

En premier lieu, la méthode du Forum et son déroulement même font ressortir une exigence capitale pour la percée progressive du concept de développement durable, et pour sa mise en œuvre. Malgré certaines insuffisances <sup>3</sup>, ces Dialogues pour la Terre ont en effet su réunir une extrême diversité de participants : diversité des origines géo-culturelles, diversité des enracinements professionnels et des types d'engagements dans la cité et la société, diversité des convictions philosophiques et spirituelles, diversité enfin des conceptions du développement durable.

### Le besoin de penser dans la diversité

Recherchée délibérément par les organisateurs, cette diversité a été valorisée dans l'organisation du

Forum, en particulier par l'importance accordée aux travaux en huit assemblées partielles distinctes : celles-ci ont regroupé des participants concernés personnellement par les Institutions économiques internationales, le monde des affaires, les médias et la communication, les fonctions parlementaires ou gouvernementales, les organisations internationales, les familles de pensée religieuses et spirituelles, les organisations non-gouvernementales ; une assemblée de l'association des anciens ministres des Affaires étrangères s'y est adjointe. La "production" essentielle du Forum, en matière de constats, d'analyses, de propositions aura été le fruit de ces assemblées, qui faisaient droit explicitement à des appartenances et engagements divers ; l'identité spirituelle ou

### APR...LA FIN DE LA GUERRE FROIDE, LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

"Les objectifs de Rio n'ont pas été réalisés. Nous avons besoin d'un ordre nouveau, plus stable, plus juste et plus humain.

Nous sommes dans une situation de conflit vis à vis de la nature. Si nous n'agissons pas, la communauté mondiale progressera faiblement vers un développement démocratique et résoudra difficilement ses problèmes sociaux. Un tiers de la population vit dans des conditions convenables et les autres dans la pauvreté. Nous sommes également touchés par des problèmes écologiques : pollution de l'atmosphère, des fleuves et océans, disparition des forêts, désertification, réduction des surfaces labourables...

Nous devons songer à un nouveau paradigme de développement. Nous devons mettre en œuvre un programme de mesures concret. Il est essentiel d'avoir un principe directeur dans le domaine de la politique, de l'écologie et de la sécurité.

Grâce à une volonté politique internationale intense nous sommes sortis de la guerre froide. Nous devons aujourd'hui nous reposer sur cette force mondiale, nous unir pour résoudre les problèmes écologiques et enfin pour parvenir à un nouvel ordre mondial.

Pour ce faire, nous devons faire preuve d'ouverture et de perspicacité. Nous devons veiller à ce que les Etats renouvellent leurs engagements envers les Nations-Unies et qu'ils honorent leurs obligations dans le cadre des accords internationaux sur les questions d'environnement et de développement".

Mikhail Gorbatchev, (extraits du discours inaugural, Dialogues pour la Terre, 21 février 2002)

\* Directeur de la revue *Economie & Humanisme*, coordinateur de la rédaction du Livre blanc.

2 - Fondée par Mikhail Gorbatchev en 1993, Green Cross International se donne pour "mission l'aide à l'émergence d'un avenir soutenable par l'entretien de relations harmonieuses entre les populations et l'environnement, en suivant le principe de coopération". GCI développe quatre programmes d'action et a supervisé la rédaction de la "Charte de la Terre".

3 - Sur-représentation des Européens et des Américains, (mais quasi-absence des Japonais), sous-représentation des populations africaines et latino-américaines. Représentation par contre plus forte qu'en bien des colloques des peuples issus de l'ex-Union Soviétique. On a pu regretter également l'insuffisante présence du mouvement syndical, des mouvements de jeunes et l'absence d'une sous-assemblée de scientifiques.

religieuse était parmi d'autres spécificités prise en compte, ce qui représente un élément neuf en particulier à l'égard des habitudes françaises de débat collectif. Chaque assemblée partielle, dans le souci d'éviter des démarches "corporatistes" parallèles, comptait un certain nombre de participants reliés à d'autres appartenances, afin de pousser plus loin le débat.

Cette diversité non pas subie mais assumée s'avère être l'élément clé qui a permis d'atteindre une certaine qualité des travaux autour du thème déterminé pour ce Forum : "L'éthique, maillon manquant du développement durable ?". C'est en relation avec la diversité des participants, figure de la diversité du monde, qu'un approfondissement des raisons d'agir pour le développement durable est apparu nécessaire au renforcement de cette dynamique à l'échelle de la planète. A ce titre, un dialogue interculturel, une confrontation des visions du monde, qui sont le ressort d'une action résolue pour son avenir, doit être poursuivi en permanence. Dans le même temps, certains des "collèges" présents ont davantage fait ressortir le risque d'un enlisement du développement durable dans des confrontations philosophiques, alors même que de nombreuses situations imposent des interventions très immédiates.

La première partie du document qui s'ouvre ici restitue ce que le Forum a fait valoir comme bases et comme registres de réflexion nécessaires à un approfondissement du sens et des motivations de fond du développement durable.

## L'éthique, ressort d'une prise de responsabilités

Le défi de l'éthique est bien autant central si l'on pense à la mise en œuvre d'une démarche de développement durable. La valorisation des différences et des complémentarités est sur ce point un principe et un facteur de cohérence : pas de développement authentique pour l'humanité sans respect de la diversité des cultures et des opinions, de la diversité homme-femme, de la diversité des modes d'organisation collective, de la diversité inscrite dans les éco-systèmes. En corollaire, le développement durable ne peut être concrètement un facteur de progrès pour l'humain (et non seulement la tenue de survie du développement confondu avec la croissance économique et le bien-être d'une minorité) que s'il active la multiplicité des niveaux de responsabilités en cause. Ces divers échelons de responsabilité sont présentés, illustrations à l'appui, dans la seconde partie du document.

A ce titre, les Dialogues de Lyon prennent position. Ils interpellent les discours sur le développement durable, et les acteurs sociaux qui s'en réclament, pour que soit nettement renforcée la place de la démocratie dans leurs critères d'analyse sur le développement et dans leurs modes d'intervention.

"Petite ligne" dans les documents consécutifs à la Conférence de Rio, la dynamique participative doit devenir une valeur centrale et une ligne d'action essentielle dans la promotion du développement durable. Elle s'avère être un nœud de cohérence entre la finalité humaine de cette approche du développement et sa mise en œuvre. En ce sens, les conclusions des Dialogues de Lyon s'inscrivent en faux contre les approches technicistes du développement durable ; elles affichent une distance, également, avec la propension, maintes fois encouragée en haut lieu, à collectionner les "bonnes pratiques" de développement : celles-ci sont en général confondues avec des actions rapides, masquant sous l'idéologie de la performance et de la "transférabilité" leur prochaine inscription dans une logique de marché rentable.

### ARCHITECTES DE NOTRE AVENIR

"Nous parlons de la mondialisation qui nous offre d'énormes perspectives et ouvertures mais aussi qui souligne des vulnérabilités et des risques pour la sécurité de la terre, de ses ressources, pour la vie et la survie même de notre planète. Ces risques sont liés par tous les systèmes complexes de la mondialisation et des activités humaines. Mais nous devons contrôler et maîtriser notre avenir. Nous ne pouvons pas faire cette gestion au niveau d'une seule nation quelle que soit sa puissance.

Malgré toutes les connaissances que nous avons, tous les progrès que nous avons réalisés, nous n'avons pas encore montré que ce changement d'orientation vers le développement durable est une priorité politique.

Il y a des conflits entre les bio-systèmes et écosystèmes du monde. Il faut changer nos priorités et nos points de vue .../...renoncer aux solutions qui vont préserver notre sécurité et notre avenir individuel .../...Ce changement d'orientation sera imposé par la nécessité. Mais il faut agir rapidement car plus on tarde à changer notre orientation et nos priorités, plus coûteux sera ce changement. C'est seulement une question de priorité et de motivation .../...Nous sommes les architectes de notre avenir".

*Maurice Strong, président du Conseil de la Terre (extraits du discours inaugural, Dialogues pour la Terre, 21 février 2002)*

## ORIENTER LES POLITIQUES ÉCONOMIQUES

"Les sciences de la vie requièrent aujourd'hui une attention particulière notamment en liaison avec les problèmes d'éthique. Le défi du développement durable sera celui qui va inspirer les réflexions et orienter les politiques au cours des décennies à venir.

Le développement durable, ce n'est pas simplement un mot. Il n'est pas là, comme l'écologie d'ailleurs, pour donner naissance à des prévisions catastrophiques ou à des agitations purement superficielles. C'est un problème fondamental pour nos sociétés et la société mondiale qui est en train de s'organiser. La croissance quantitative qui a piloté l'économie mondiale depuis 50 ans doit impérativement laisser la place à une croissance qualitative.

Mais naguère dans les nations, aujourd'hui dans la globalité de l'activité économique, il est clair que nous avons besoin de réfléchir aux facteurs du développement durable ; ce qui nous met sur la voie de la découverte de tous les facteurs humains et naturels qui sont à la base du développement.

Ces réflexions ne doivent pas rester des réflexions de tour d'ivoire. Il faut que ces réflexions orientent les politiques économiques ../.. Mais nous savons aussi que les égoïsmes ou les intérêts nationaux ne permettent pas les progrès aussi rapides que nous pourrions le souhaiter.

Par ailleurs, sur le plan global comme sur le plan national, le concept de développement durable et les politiques de développement durable doivent tenir compte d'une très grande participation des acteurs de la vie économique et sociale ".

*Raymond Barre, économiste, ancien Premier Ministre et ancien Maire de Lyon.*

Bien autant, ces conclusions récusent une surdétermination des dynamiques de développement durable par un consensus universel au rabais sur le respect dû à la Vie ou la nature, sans relation avec le vécu réel des populations, et dans l'oubli de la dimension économique du développement. Les Dialogues de Lyon, en fait, redonnent vie et actualisent le terme qui précisément a donné naissance au Droit international public : le " droit des gens ". Droit des gens à construire et à protéger dans ses multiples implications : l'autonomie - et donc la souveraineté - alimentaire, la santé, l'accès à l'éducation, l'exclusion de toute oppression, la liberté d'organisation et d'expression...

Traiter la question du développement durable à partir de la dimension éthique, c'est donc rappeler le caractère incontournable de la construction de la paix. C'est aussi replacer les composantes économiques et écologiques du développement durable à leur place de "servantes des sociétés humaines". La dimension sociale n'est pas simplement une composante -parfois accessoire- du

développement durable ; c'est elle qui lui donne sens. L'aspiration au développement est avant tout le cri de l'homme et des peuples exclus de l'accès à leurs droits fondamentaux, droits économiques, sociaux et culturels tout autant que civils et politiques.

C'est à cette conception du développement durable que l'ensemble des propositions plus opérationnelles issues des Dialogues de Lyon peuvent être rattachées. Elles reposent sur le constat des responsabilités multiples, à la fois distinctes et croisées, qui sont facteurs de mal-développement, ou de développement durable : celles des dirigeants économiques, y compris au sein des institutions économiques internationales ; celles des politiques sur le plan local, national et international ; celles du monde associatif et des forces spirituelles ; celles des médias et des systèmes d'enseignement ; celles enfin des citoyens à titre personnel. Entre ces échelons de responsabilité, c'est une logique de complémentarités et d'intégration qui doit peu à peu prévaloir, sous peine de devoir renoncer - des exemples multiples en attestent - à la prise en

compte de la complexité, qui est l'un des sous-bassements du développement durable.

Pour cela, des formes d'organisation en partie nouvelles doivent être mises en place. Les collectivités territoriales et en particulier les villes, avec l'articulation d'intervenants divers qu'elles peuvent stimuler sur un territoire donné, peuvent en être des vecteurs privilégiés. De même les structures de type "régional" (à l'échelle de la planète) comme l'Union européenne, à condition qu'elles élèvent leur niveau d'ouverture démocratique. C'est également dans l'échange entre acteurs de divers horizons géo-culturels, professionnels etc... sur les

facteurs de mobilisation de leurs démarches de développement respectives que ces convergences se construiront utilement ; le domaine crucial de l'accès à l'eau pour tous pourrait et devrait être l'un des points d'appui de ces coopérations. Les moyens financiers affectés par les Etats et les peuples qui en ont la capacité à une solidarité internationale au service du développement durable, enfin, doivent permettre des coopérations Sud-Sud et non seulement Nord-Sud.

Le développement durable a donc devant lui des chantiers politiques autant qu'économiques et techniques.

## DÉVELOPPEMENT DURABLE : UN CONCEPT ENCORE JEUNE

Les prémices du concept de développement durable apparaissent au début des années 1970 avec une première prise de conscience, celle des atteintes que les activités économiques portent à l'environnement proche : déchets, fumées des usines, pollution des cours d'eau... Dans la décennie suivante, des scientifiques mais aussi des groupes sociaux vivant dans des environnements fragiles comme les seringueiros d'Amazonie alertent l'opinion sur d'autres phénomènes plus alarmants pour l'avenir de notre planète : trou dans la couche d'ozone, désertification, pluies acides, effet de serre, déforestation...

Face à ces préoccupantes perspectives, la notion d'écodéveloppement, explicitée et diffusée en particulier par Ignacy Sachs<sup>1</sup> exprime l'idée suivante : concevoir des stratégies de développement socio-économique équitables et respectueuses de l'environnement est possible. A cette notion d'écodéveloppement, les anglo-saxons substitueront celle du développement soutenable ou viable (sustainable development).

Le développement durable a été cité pour la première fois en 1980, par l'Union Internationale de la Conservation de la Nature, dans son ouvrage intitulé "Stratégie mondiale de la conservation". Toutefois il faudra attendre 1987 pour que ce concept gagne ses lettres de noblesse dans le rapport "Notre avenir à tous", commandé par les Nations-Unies à une commission présidée par Madame Brundtland, Premier Ministre norvégien. Lors de la Conférence des Nations-Unies sur l'Environnement et le Développement (Rio 1992), la notion de gestion durable des milieux est définie comme "un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs". Mais le bilan par l'Assemblée des Nations Unies à New York, en 1997, repose sur un constat de relatif échec : l'environnement de la planète n'a cessé de se dégrader malgré les préconisations de l'"Agenda 21" votées à Rio.

En dépit de ces obstacles, le développement durable continue à faire l'objet de débats internationaux, et se pose de plus en plus comme principe pour l'action locale<sup>2</sup>. Ce concept, fait aussi appel à la mobilisation des citoyens. Cette approche repose sur la démocratie participative qui vise à "associer les acteurs de la société civile aux projets politiques qui les concernent et à trouver avec eux et l'ensemble des partenaires socio-économiques des solutions de compromis efficace".

1 - Ignacy Sachs, L'écodéveloppement : stratégies pour le XXI<sup>e</sup> siècle, préface de Maurice Strong, Paris, Syros, 1972.

2 - Notamment par le canal "d'Agenda 21" locaux. Cette expression anglaise voulant évoquer " ce qui est à l'ordre du jour pour le XXI<sup>e</sup> siècle " .